

## Energie

En présentant, le 12 novembre dernier, sa deuxième analyse stratégique de la politique énergétique de l'UE, la Commission a retenu deux priorités : mettre en œuvre l'objectif 20/20/20 (20% de gaz à effet de serre en moins, 20% d'énergies renouvelables en plus, 20% de demande en moins d'ici à 2020) et remédier à la précarité croissante de la sécurité d'approvisionnement de l'UE, qu'elle a traduites dans une série de propositions déclinées en deux paquets portant sur :

- ♦ La sécurité d'approvisionnement i/ pour répondre aux besoins en infrastructures et diversifier les sources d'approvisionnement (réseaux transeuropéens de transport d'énergie, RTE-E) six axes prioritaires sont retenus : l'interconnexion Baltique, un nouveau couloir gazier au sud (sources caspiennes et moyen-orientales), un plan d'action sur les capacités de stockage du gaz naturel liquéfié, l'achèvement de l'interconnexion électrique et gazière entre l'UE et le sud méditerranéen (communication d'ici 2010), l'interconnexion nord-sud du gaz et de l'électricité en Europe centrale et du sud-est, le développement d'un réseau éolien offshore dans la mer du Nord (proposition en 2009). Présentés dans un Livre vert, ces axes sont soumis à la discussion jusqu'au 31 mars 2009 ii/ pour répondre aux nécessités d'approvisionnement gazier et pétrolier des mécanismes de réponse à la crise sont présentés dont une proposition de directive pour imposer aux Etats membres de maintenir des stocks de pétrole et/ou produits pétroliers minimaux iii/ pour augmenter la part de l'énergie éolienne offshore une communication fait un inventaire des défis et dessine des pistes d'actions iv/ pour une révision du programme nucléaire

- ♦ L'efficacité énergétique : avec une communication générale, des propositions de directives sur l'efficacité énergétique des bâtiments et des produits, une communication sur la production combinée énergie-chaleur

La Commission souligne, par ailleurs, que pour être efficace, la politique énergétique européenne doit s'inscrire dans une plus grande attention portée aux relations extérieures et une coordination plus étroite entre les Etats membres et avec la Commission pour peser davantage sur les évolutions énergétiques internationales

Textes sur [http://ec.europa.eu/energy/strategies/2008/2008\\_11\\_ser2\\_en.htm](http://ec.europa.eu/energy/strategies/2008/2008_11_ser2_en.htm)

## Conventions collectives

Le Parlement européen, a adopté, le 22 octobre 2008, une résolution législative présentée par Jan Andersson (PSE, Suède) intitulée "Défis pour les conventions collectives dans l'UE" qui fait suite aux arrêts Viking (C-483/05), Laval (C-341/05) et Rüffert (C-346/06) de la Cour de justice CE relatifs au détachement des travailleurs, arrêts "qui ont engendré de vives inquiétudes quant à la manière d'interpréter les directives" (19) (voir également bulletins 230, 235 et 237).

La résolution "conteste l'introduction par ces arrêts d'un principe de proportionnalité pour les actions menées à l'encontre d'entreprises qui, en se prévalant du droit d'établissement ou du droit de prester .../...

## Energy

During the presentation of its second strategic analysis of the EU energy policy, on November 12<sup>th</sup> 2008, the Commission identified two priority points: to implement the 20/20/20 (20% reduction in greenhouse gases, 20% rise in renewable energies, 20% reduction in energy needs by the year 2020) objective and address the increasingly worsening insecurity of energy supply in the EU. These priorities were presented in a series of proposals split into two packages based on;

- ♦ Security of supply i/ in order to address the needs for infrastructure and diversify supply sources (trans-European transport networks for energy, TEN-E), six priority axes were identified: the Baltic interconnection, a new gas corridor in the south (Caspian and Middle East sources), an action plan on storage capacity for liquefied natural gas, the completion of the gas and electricity interconnection between the EU and the south Mediterranean region (a communication expected by 2010), North-South gas and electricity interconnection in central and south-east Europe, the development of an offshore wind energy network in the North Sea (a proposal expected in 2009). Presented in a Green Paper, these priorities have been submitted for discussions going on until 31<sup>st</sup> March 2009 ii/ in order to meet the needs for oil and gas supply a number of response mechanisms to cope with the crisis are presented, including a directive proposal requiring Member States to maintain a certain minimum stock of oil and/or petroleum products iii/ in order to raise the proportion of offshore wind energy a communication draws an inventory of challenges and outlines suggestions for action iv/ for a review of the nuclear program.

- ♦ Energy efficiency: in a form of a general communication, some directive proposals on energy efficiency for buildings and products and a communication on heat-energy combined production.

The Commission further stresses that in order to be effective the European energy policy must be conceived in the spirit of greater attention to external relations and embracing enhanced coordination between Member States and with the Commission so as to have stronger influence on international energy developments.

Texts available at [http://ec.europa.eu/energy/strategies/2008/2008\\_11\\_ser2\\_en.htm](http://ec.europa.eu/energy/strategies/2008/2008_11_ser2_en.htm)

## Collective agreements

On the 22<sup>nd</sup> of October 2008, the European Parliament adopted a legislative resolution presented by Jan Andersson (PSE, Sweden) entitled "Challenges to collective agreements in the EU" which follows Viking (C-483/05), Laval (C-341/05) and Rüffert (C-346/06) rulings of the Court of Justice concerning the posting of workers, judgments which have raised some serious concerns about how to interpret directives (19) (see also bulletins 230, 235 and 237).

The resolution "Questions the introduction of a proportionality principle for actions against undertakings which, by relying on the right of establishment or the right to provide .../...

des services transfrontaliers, s'attaquent délibérément aux conditions d'emploi" (16). Elle "souligne que la libre prestation de services constitue l'une des pierres angulaires du projet européen" (1) mais que "les droits sociaux fondamentaux [promotion du dialogue social, négociation, conclusion, application de conventions collectives, recours à des actions collectives] ne passent pas après les droits économiques dans un ordre hiérarchisé des libertés fondamentales" (35).

La résolution demande, en conséquence, notamment, que la Commission élabore les propositions législatives nécessaires pour clarifier les lacunes et incohérences de la législation communautaire sur le détachement des travailleurs (26), sans exclure une révision partielle de la directive (30) afin que celle-ci ne puisse être interprétée "comme une invitation expresse à pratiquer une concurrence déloyale jouant sur les salaires et les conditions de travail (21) ; que soit menée, en concertation avec les partenaires sociaux, "une analyse d'impact circonstanciée" des arrêts précités dans les Etats membres particulièrement affectés (28) ; la mise en œuvre d'urgence des décisions du Conseil concernant la mise en place d'un système électronique d'échange d'informations afin de lutter contre les abus (33), particulièrement en ce qui concerne les sociétés "boîtes aux lettres" pour lesquelles la Commission est invitée à établir des règles claires dans le cadre de son code de conduite pour les entreprises prévu par la directive services (34) ; que la Commission présente "la communication tant attendue sur la négociation collective transnationale, proposant l'instauration d'un cadre légal" (37).

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0513+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

---

## Consultation publique

**Financement par l'Etat des services publics de radiodiffusion** : Consultation ouverte jusqu'au 15 janvier 2009

[http://ec.europa.eu/comm/competition/state\\_aid/reform/reform.cfm](http://ec.europa.eu/comm/competition/state_aid/reform/reform.cfm)

---

## Cour de justice

**Concession de services publics : passation, contrôle, contrôle analogue** : Dans un arrêt C-324/07 du 13 novembre 2008, la Cour dit qu'une commune peut concéder la gestion d'un service public sans appel d'offres à une société coopérative groupant exclusivement d'autres communes et associations de communes (intercommunale dite "pure" en droit belge) si aucune entreprise privée ne détient une participation dans le capital de cette société coopérative et si le contrôle exercé sur cette dernière permet à l'autorité publique concédante d'influencer ses décisions, notamment sur les tarifs. Par ailleurs, si la jurisprudence prévoit que l'autorité concédante doit exercer un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, cela ne signifie pas qu'il doit être identique en tout point, et, dans le cas particulier où plusieurs autorités publiques détiennent une entité concessionnaire, ce contrôle peut être exercé conjointement par les autorités publiques.

Le litige opposait la commune d'Uccle (Belgique) qui avait attribué sans appel d'offres son réseau de télédistribution communal à une société coopérative intercommunale, et l'entreprise Coditel Brabant qui avait délivré ce service pendant trente ans jusqu'à ce que la commune lui rachète le réseau.

services across borders, deliberately undercut terms and conditions of employment" (16). It "emphasises that freedom to provide services is one of the cornerstones of the European project" (1) but that "fundamental social rights [promotion of social dialogue, negotiation, conclusion, implementation of collective agreements, use of collective action ] are not subordinate to economic rights in a hierarchy of fundamental freedoms" (35).

Therefore, the resolution calls on the Commission to, in particular, prepare the necessary legislative proposals in order to clarify shortcomings and incoherency in the Community legislation regarding the posting of workers (26), without excluding a partial review of the directive (30) to avoid it being "interpreted as a deliberate invitation to unfair competition concerning wages and working conditions" (21); conduct, in consultation with social partners, "a detailed impact assessment of the judgments passed in Member States which are particularly concerned (28); carry out urgent implementation of the decisions of the Council regarding the establishment of an electronic system for exchange of information to enable the combat against abuses (33), in particular regarding "letterbox-companies" for which the Commission is called on to lay down clear rules to combat "letterbox companies" in its code of conduct for undertakings under the Services Directive (34), ensure that the Commission puts forward "the long awaited Communication on crossborder collective negotiations proposing the establishment of a legal framework" (37).

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0513+0+DOC+XML+V0//FR&language=EN>

---

## Public consultation

**Funding of public services for radio broadcasting by the State** : Online public consultation is open until 15<sup>th</sup> January 2009

[http://ec.europa.eu/comm/competition/state\\_aid/reform/reform.cfm](http://ec.europa.eu/comm/competition/state_aid/reform/reform.cfm)

---

## Court of Justice

**Concession for public services: procurement, control, similar control**: In a decision C-324/07 of 13 November 2008, the Court held that a municipality may grant the management of a public service without calling for tender to a cooperative undertaking which groups together, exclusively other municipalities and associations of municipalities (known as "pure inter municipal cooperation" in Belgian law) in the case where no private company holds a stake in the capital of this cooperative company and where control over the undertaking allows the public authority to exercise influence its decisions, particularly on charges. Moreover, whereas the law provides that the authority awarding concession should exercise control similar to that exercised over its own services, this does not mean that it ought to be identical in all respects and, in the case where several Public authorities jointly award a concession, this control can be exercised jointly by public authorities in question.

The dispute was between the municipality of Uccle (Belgium), which had awarded its municipal cable television network without tendering to an inter-communal cooperative, and the company Coditel Brabant which had provided the service for thirty years until the municipality bought it.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.